



## DÉLIBÉRATION N° DEL-031-2025

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

#### DE LA SÉANCE DU 10 AVRIL 2025 A 18H30

*dans la salle culturelle et de séminaire de la Halle au Blé à Altkirch*

**Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,**

Date de la convocation : 4 avril 2025.

#### Étaient présents : (62)

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Anne-Marie BIANCOTTI, Doris BRUGGER, Bernard BUBENDORF, Nathalie BUCHER, Danielle BUHLER, Jean-Pierre BUISSON, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-Claude EGGENSPILLER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Eric GUTZWILLER, Agnès HARNIST, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, André LEHMES, Michel LERCH, Agnès LORENTZ, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL, Gérard RENGGLI, Régine RENTZ, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Patrick STEMMEIN, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, Philippe WAHL, François WALCH, Hervé WALTER, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

#### Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Monsieur Michel PFLIEGER.

#### Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (13)

Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Matthieu HECKLEN,  
Monsieur Pierre BLIND a donné procuration à Monsieur Paul STOFFEL,  
Monsieur Bernard FANKHAUSER a donné procuration à Madame Agnès LORENTZ,  
Madame Delphine FELLMANN a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA-SIEVERT,  
Madame Ginette HELL a donné procuration à Monsieur Jean ZURBACH,  
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,  
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,  
Monsieur Christophe LOUYOT a donné procuration à Monsieur Christian GRIENENBERGER,  
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,  
Monsieur Christophe SENGELIN a donné procuration à Monsieur Dominique SPRINGINSFELD,  
Madame Céline STEVANOVIC a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,  
Madame Marielle THOMANN a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,  
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER.

#### Étaient excusés sans représentation : (6)

Madame Isabelle STEFFAN et Messieurs François COHENDET, Germain GOEPFERT, Gérard GROELLY, Christian LERDUNG, Philippe RUFI.

#### Étaient non excusés : (8)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Jean-Marie FREUDENBERGER, Annick GROELLY, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Nathalie SINGHOFF.

<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 2025</b>
--

Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 62 – Procurations : 13 – Absents : 14 – Exclus : 0

Tous les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, quelle que soit leur taille, sont soumis à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de trois risques principaux (art. R.2321-2 du CGCT) :

- la provision pour contentieux : « dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru » ;
- la provision dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code du commerce : s'appliquent aux garanties d'emprunts, aux prêts et créances, avances de trésorerie ou participations en capital à un organisme faisant l'objet d'une telle procédure ;
- la provision pour recouvrement des restes sur comptes de tiers : une telle provision intervient lorsque, malgré les diligences faites par le comptable publique, le recouvrement sur compte de tiers est gravement compromis.

La provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé à partir des éléments d'information communiqués par le comptable publique.

Dans le cadre d'une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l'instruction M57 et M4, l'EPCI peut également décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l'élaboration budgétaire. Le régime de droit commun est le régime des provisions semi-budgétaires qui permet l'inscription dans les dépenses réelles de la collectivité d'une dotation en provision, sans contrepartie en recettes d'investissement. Les provisions seront ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donneront lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque ne sera plus susceptible de se réaliser.

Les provisions étant votées semi-budgétaires, seront inscrits au compte 6817 : Dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulant.

La provision est estimée sur la base des taux d'encaissement, du contexte général de recouvrement et du nombre de points de recouvrement récupérés à la suite des relances.

La provision est réévaluée régulièrement en fonction des encaissements réels reçus par l'EPCI, au minimum une fois par an, plus souvent si nécessaire.

Pour 2025, le risque lié aux impayés est estimé à environ 15%.

Les montants des provisions à inscrire aux budgets se détaillent comme suit :

- |   |                |
|---|----------------|
| • 00200 BUDGET GENERAL :                  | 71 427,00 €*;  |
| • 00225 BUDGET HOTEL D'ENTREPRISE :       | 35 100,00 € ;  |
| • 00210 BUDGET VALORISATION DES DECHETS : | 127 043,11 € ; |
| • 00239 BUDGET EAU POTABLE REGIE :        | 108 042,00 € ; |
| • 00203 BUDGET ASSAINISSEMENT REGIE :     | 71 665,00 €*.  |

*\*Ce montant comprend également une provision pour contentieux*

**Le Conseil de la Communauté de Communes,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2321-1 et L.2321-3 ;

**VU** les instructions M57 et M4 ;

**VU** les avis favorables du Bureau et de la Commission Finances du 28 mars 2025 ;

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

**DECIDE** d'inscrire aux budgets primitifs 2025 les provisions semi-budgétaires telles que détaillées ci-dessus.

Pour extrait conforme  
Altkirch, le 11 avril 2025  
Le Président  
Gilles FREMIOT

